

ANNEXE I.4

**Discours d'ouverture de l'assemblée constitutive
du FRODEBU le 03.05.1992**

par Melchior Ndadaye

En termes clairs et concis, le président du FRODEBU rappelle très brièvement quelques grands moments de la lutte de son parti, ses objectifs et les obstacles qu'il rencontre. Malgré ces obstacles, la note est à l'espoir.

Excellences Mesdames et Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Consulaire,
Mesdames et Messieurs les représentants des partis de l'Opposition Démocratique,
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs venus participer à cette réunion constitutive du
parti "SAHWANYA-FRODEBU",
Militants du parti "SAHWANYA-FRODEBU",
Honorables invités,

Tugire amahoro n'agateka kuri twese

Je commence par remercier toutes les personnes, venues de tous les coins du pays, qui ont tenu à venir participer à cette réunion constitutive de notre parti "SAHWANYA-FRODEBU". L'engagement que vous venez de manifester est une preuve éclatante de la présence réelle et active de notre parti sur la scène politique nationale, un parti qui a de nombreux militants qui continueront certainement à s'accroître pour lui permettre d'aller de l'avant vers la victoire lors des compétitions politiques de demain.

Je tiens également à adresser mes vifs remerciements aux membres du Corps diplomatique et Consulaire et aux Représentants de l'Opposition Démocratique ainsi qu'à tous nos autres amis pour avoir honoré l'invitation que nous leur avons adressée.

La journée d'aujourd'hui revêt donc pour nous, militants du Front pour la démocratie au Burundi, une signification exceptionnelle. C'est pour la première fois que depuis la création du parti en 1986, celui-ci peut tenir une réunion publique dans le cadre autorisé par la loi. C'est une victoire importante dans le combat que nous menons pour l'instauration et la consolidation de la démocratie au Burundi. Ceux qui hier grinçaient les dents en entendant parler du FRODEBU, ceux qui ont malmené nos militants ou qui ont sciemment diffusé de fausses informations sur le parti "SAHWANYA-FRODEBU", devraient désormais désarmer, la vérité a fini par triompher.

Depuis que le parti "SAHWANYA-FRODEBU" existe, il a travaillé dans une stricte clandestinité pendant quatre ans, c'est-à-dire de 1986 à 1990. Durant tout ce temps, nous

avons diffusé, à travers tout le pays, les idéaux du parti "SAHWANYA-FRODEBU" en mettant en même temps sur pied des cellules du parti.

A la création du parti, il ne comptait qu'une vingtaine de membres. Aujourd'hui il en aligne un nombre impressionnant disséminés à travers tout le pays comme l'atteste la présente réunion.

Le 20.05.1990 marque une autre étape dans la vie du parti. C'est ce jour qu'a été rendu public le manifeste du parti. Toutefois, nous avons gardé en clandestinité ses dirigeants et militants pour les mettre à l'abri des ennemis de la démocratie alors plus nombreux et plus agressifs qu'aujourd'hui où la suite des événements donne raison à ceux qui étaient hier malmenés.

Dès la publication du manifeste de notre parti, il est apparu deux catégories de gens qui l'ont combattu; tous les deux partageant leur hostilité à tout courant politique militant pour l'instauration d'une véritable démocratie au Burundi.

La première catégorie est constituée de personnes évoluant dans le sillage du parti UPRONA et qui ne reculent pas devant le mensonge et la calomnie aux fins de nuire à leurs adversaires politiques. Ils ont diffusé dans l'opinion que le parti "SAHWANYA-FRODEBU" ne diffère en rien du PALIPEHUTU. Cela dans le seul but de tenter d'étouffer dans l'oeuf notre parti naissant et dissuader ainsi le peuple burundais à nous faire confiance. Ce jeu malsain n'a pas encore totalement cessé.

La deuxième catégorie est constituée de personnes qui se font passer pour des libérateurs d'une ethnie. Pour leur part, ils n'ont pas hésité à présenter le parti "SAHWANYA-FRODEBU" comme un appendice de l'UPRONA; poussant leur mensonge au paroxysme en affirmant que c'est le pouvoir qui dote notre parti des moyens qu'il utilise. Tout cela était fait exprès dans la seule perspective de barrer la route à notre parti dans sa marche vers la construction d'un *Burundi nouveau, un Burundi véritablement démocratique*.

De tels comportements n'ont en rien entamé l'élan de notre parti dans son implantation dans le pays. Nos militants vont s'accroissant au jour le jour, dans toutes les provinces, dans toutes les ethnies et même au sein de communautés burundaises vivant à l'étranger. Aux ennemis de notre parti de tirer la leçon: le parti poursuit sa route et arrivera au but.

Le 15.01.1991, le parti "SAHWANYA-FRODEBU" a rendu public le nom de son Secrétaire Général ad interim et beaucoup de ses cadres ont commencé à porter haut le flambeau de la défense des idéaux démocratiques afin de les faire connaître par les populations. Cela a fait que le parti a été davantage et mieux connu parce qu'ayant des porte-paroles qui n'éprouvaient ni peur ni honte de parler de ces idéaux. Ce fut donc le lancement d'un véritable combat d'idées en vue de l'instauration du pluralisme politique qui constitue une des caractéristiques de la démocratie.

Au mois de novembre 1991, ce fut la sortie publique du Président du parti. Cela a également beaucoup contribué à accroître les énergies militantes des partisans du parti "SAHWANYA-FRODEBU".

Excellences,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Honorables invités,
Militants du parti "SAHWANYA-FRODEBU",

Les objectifs que poursuit le parti "SAHWANYA-FRODEBU" sont les suivants :

Premièrement: les Burundi veulent vivre dans la *paix*.

Notre pays a beaucoup souffert des tragédies meurtrières qui ponctuent son histoire post-coloniale.

Pour le parti "SAHWANYA-FRODEBU", toutes ces tragédies sont la conséquence d'une conception et d'une gestion antidémocratiques du pouvoir. Les différents régimes dictatoriaux, peu respectueux des droits de l'homme, ont fait de l'assassinat politique, des exclusions, du mensonge et de l'exploitation de l'homme par l'homme une logique d'Etat.

Le parti "SAHWANYA-FRODEBU" cherche que le peuple burundais soit réellement la source et le détenteur légitime du pouvoir. Ceci ne pourrait se concrétiser qu'à travers des élections libres marquées par une compétition saine et loyale entre plusieurs partis politiques. Tout doit se faire dans la *paix*, en dehors de toute démarche violente.

Deuxièmement, les Burundi veulent vivre dans un *Burundi nouveau*.

Le parti "SAHWANYA-FRODEBU" s'est fixé pour objectif de bâtir un *Burundi nouveau*, marqué par une approche et une gestion démocratiques des rapports humains.

Les pouvoirs dictatoriaux qui ont marqué le Burundi pendant des dizaines d'années ont découragé l'initiative chez beaucoup de nos compatriotes, ils ont émué la confiance entre les citoyens qui ont peur les uns des autres. Or, le Burundi a besoin de citoyens épanouis, confiants en eux et dans leur entourage, jouissant de tous leurs droits et protégés de toute tendance opportuniste. Les Burundi doivent sortir de la torpeur dans laquelle les ont plongés les nuits dictatoriales et s'engager davantage dans le combat pour un *Burundi nouveau*, un *régime nouveau* et ce dans le cadre d'un *parti nouveau*. Tous ceux qui se trouvent engagés dans le combat pour le triomphe de l'idéal démocratique au Burundi devraient dès lors marcher la main dans la main parce qu'ils partagent un même objectif. La méfiance et la suspicion mutuelles devraient être laissées à ceux qui en ont fait un mode de vie et céder la place à une franche et sincère collaboration.

Troisièmement, les Burundi veulent un véritable Etat de Droit qui met en avant les droits de chacun et de tous.

Ce n'est un secret pour personne. Les Burundi ont beaucoup souffert des pratiques inhumaines et dégradantes des pouvoirs dictatoriaux et népotiques.

Pour nous, les Burundi doivent être égaux dans leurs droits et devoirs. Chaque citoyen doit être respecté et protégé dans ses droits. La liberté doit être consacrée dans tous les secteurs de la vie nationale.

Quatrièmement, les Burundi veulent que la *vérité* triomphe dans toutes les approches faites sur la réalité nationale.

Dans notre pays, il y a beaucoup de gens, aussi bien du côté des dirigeants que chez les dirigés, qui ont fait du mensonge une pratique courante. Beaucoup vont jusqu'à prendre leurs rêves pour des réalités. Ceux qui recourent à une telle pratique, partout où ils se trouvent, au sein des populations, doivent se rendre compte qu'ils empruntent une voie sans issue qu'il

faudrait rapidement abandonner. Le parti "SAHWANYA-FRODEBU" leur opposera toujours la vérité et le *bien* finira par triompher du *mal*.

Cinquièmement, les Burundi veulent jouir des biens du pays dans la justice et l'équité, sans qu'il y en ait qui profitent de la sueur des autres.

Le parti "SAHWANYA-FRODEBU" mettra le travail à l'honneur. Il n'y a pas de développement possible sans investissement dans le travail. La paresse et le parasitisme doivent être extirpés des mentalités.

Le parti "SAHWANYA-FRODEBU" initiera tout un tas de mesures indispensables pour concevoir et mieux organiser le travail notamment en s'opposant autant que faire se peut à tout ce qui porte les germes d'une exploitation de l'homme par l'homme. Chaque homme devra vivre de la sueur de son front. Nous voulons un *Burundi* d'entente et de paix, un *Burundi* de solidarité, un *Burundi* juste et équitable dans la jouissance des biens dont il dispose.

Excellences,
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,
Honorables invités,
Militants du parti "SAHWANYA-FRODEBU"

Dans notre marche vers l'instauration de la démocratie au Burundi, nous avons devant nous de nombreux obstacles et autres difficultés qu'il nous faudra surmonter pour pouvoir instaurer un régime nouveau, afin de construire le Burundi nouveau. Ces obstacles et difficultés tournent autour des questions suivantes :

Premièrement, il est indispensable de mettre sur pied un *Gouvernement de transition*, dans lequel se retrouveront et se reconnaîtront tous les partis politiques légalement agréés au Burundi. Cela saute aujourd'hui aux yeux : le gouvernement actuel est typiquement UPRONA. Durant cette période de transition où d'autres partis apparaissent sur la scène politique et s'appêtent à entrer en compétition avec le parti UPRONA, nous avons besoin d'un gouvernement qui rassure tous les protagonistes politiques sans que personne ne se serve des moyens politiques et matériels de l'Etat pour s'imposer aux autres tel qu'on l'observe aujourd'hui.

Vous le constatez tous, au moment où les formations politiques nouvelles cherchent à se faire agréer, le parti UPRONA au pouvoir se trouve engagé depuis plusieurs mois dans une véritable campagne électorale. Il mène sa propagande grâce à des moyens de l'Etat et se trouve engagé dans une compétition alors que tous les concurrents ne sont pas en place !

Cette entrave à l'émergence d'une véritable et saine démocratie ne pourrait être levée que grâce à la mise en place d'un gouvernement de transition dans lequel se retrouveront et se reconnaîtront tous les partis politiques légalement agréés au Burundi.

Deuxièmement, nous devons trouver une solution efficace à la question des *prisonniers politiques*, ceux-là qui sont accusés d'avoir été gagnés par le virus hutiste ou tutsiste.

Le parti "SAHWANYA-FRODEBU" constate que le seul gouvernement UPRONA n'a pas la force suffisante pour trouver une solution satisfaisante à cette question.

Seul le peuple burundais regroupé dans des partis politiques de son choix peut trouver cette solution à travers des négociations menées entre des délégués issus des partis politiques et d'autres sphères de la Nation directement concernées par cette question.

Troisièmement, nous devons trouver une solution digne et définitive à la *question des réfugiés*. Plus de 200.000 Burundais ont fui notre pays consécutivement aux différentes crises qui l'ont secoué. Personne ne peut oser affirmer que la démocratie et la paix pourront s'enraciner et se renforcer dans notre pays alors que des centaines de nos compatriotes, contraints à l'exil, n'ont pas cette démocratie et ne jouissent pas de cette paix.

C'est pourquoi le parti "SAHWANYA-FRODEBU" exige qu'il y ait des négociations sincères et sans détours entre le gouvernement et les partis politiques légalement agréés au Burundi et les représentants des réfugiés pour trouver une solution digne, efficace et donc définitive à cette épineuse question.

Quatrièmement, nous devons trouver une solution aux questions de *sécurité* :

Beaucoup de Burundi vivent dans l'inquiétude soit d'attaques visant à les massacrer, soit parce qu'ils ne se sentent pas suffisamment protégés par les forces de Défense et de Sécurité.

Il est aujourd'hui indispensable que les Burundi se mettent d'accord sur la mise en place de forces de Défense et de Sécurité qui inspirent confiance à tout le monde. De cette manière, notre pays se sera donné des atouts fort importants pour réussir l'instauration d'un Régime démocratique nouveau sans peur des violences de tous genres qui nous hantent et nous inquiètent.

Cinquièmement, nous avons besoin que l'*organisation des élections et la fixation du calendrier* relatif à la mise en place des institutions démocratiques du pays se fassent dans une parfaite concertation entre les différents partis politiques. Le gouvernement actuel de l'UPRONA ne pourrait le faire seul. Il serait tenté, comme il le fait déjà, de tout penser uniquement à son seul avantage.

Il est donc clair que pour nous, dès que les partis politiques auront été agréés, qu'ils auront fait connaître leurs perspectives politiques, ces partis, l'UPRONA, compris, devront engager des négociations en vue de trouver des solutions satisfaisantes à toutes les questions que nous venons d'évoquer.

Excellences,
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,
Honorables invités,
Militants du parti "SAHWANYA-FRODEBU"

Nous sommes réunis aujourd'hui pour réunir les éléments indispensables, requis par la loi, à présenter au Ministère de l'Intérieur et du Développement des Collectivités Locales pour demander l'agrément de notre parti et le faire travailler au grand jour.

C'est aussi une phase importante de notre lutte qui permettra à notre parti d'engager la deuxième vitesse dans la diffusion des idéaux démocratiques à travers les provinces, les communes et les collines du pays. De cette façon, le combat pour l'instauration de la

démocratie deviendra une affaire de tout le peuple burundais plus spécialement les nombreux paysans sur lesquels repose la vie nationale.

Le programme des activités de cette journée est organisé comme suit :

- L'enregistrement des militants qui auront accepté de figurer sur la liste des membres fondateurs de notre parti.
- La lecture et l'adoption du projet de société du parti "SAHWANYA-FRODEBU"
- La lecture et l'adoption du programme du parti "SAHWANYA-FRODEBU"
- La signature du procès-verbal de la présente réunion
- La présentation de l'organisation et de la composition du Comité Directeur National du parti.

Les statuts, le projet de société, le programme du parti ainsi que le Comité Directeur National du parti "SAHWANYA FRODEBU" ne le sont qu'à titre provisoire jusqu'à la tenue du prochain congrès ordinaire du parti.

Nitugire amahoro, Nitugire amahoro n'agateka kuri twese

Melchior NDADAYE

ANNEXE I.5

**Discours de clôture de l'assemblée constitutive
du FRODEBU le 3 mai 1992**

**Par M. Melchior Ndadaye
Président du Parti "SAHWANYA-FRODEBU"**

L'Assemblée Constitutive du FRODEBU a été un succès. Mais il ne faut pas dormir sur ses lauriers car les ennemis de la démocratie ont plus d'un tour dans leur sac. D'où la mise en garde contre certains pièges et erreurs.

Excellences Mesdames, Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Consulaire,
Mesdames, Messieurs les représentants des partis de l'Opposition Démocratique,
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs venus participer à cette réunion constitutive du
parti "SAHWANYA-FRODEBU",
Militants du parti SAHWANYA-FRODEBU,

*Tugire amahoro,
Tugire amahoro,
Tugire amahoro n'agateka kuri twese.*

J'ai un réel plaisir de procéder à la clôture des travaux de cette réunion constitutive de notre parti SAHWANYA-FRODEBU. Nous pouvons nous féliciter - et cela est mérité - car nous venons d'être les premiers, parmi les partis politiques, travaillant dans la clandestinité, à avoir organisé, dans un cadre autorisé par la loi, une telle réunion. Il n'y a aucun doute que dans les prochains jours le parti SAHWANYA-FRODEBU sera à l'avant-garde des partis hier oeuvrant dans la clandestinité qui vont se trouver légalisés dans notre pays.

Militants du parti SAHWANYA-FRODEBU, beaucoup d'entre vous ont été intimidés, menacés dans leur vie socio-professionnelle et d'autres ont été tentés par des promesses d'avoirs pour qu'ils renoncent à notre parti. Vous avez opposé une résistance farouche et un refus catégoriques à toutes ces promesses du reste très mirageuses. Vous avez, très courageusement, poursuivi le chemin dans lequel vous vous étiez engagés et, aujourd'hui, vous venez de montrer au peuple burundais et au monde que dans notre pays il y a des hommes et des femmes d'honneur qui savent poursuivre et défendre un idéal auquel ils croient. Nous vous en félicitons vivement.

Militants du parti SAHWANYA-FRODEBU, nous venons de créer notre parti. Néanmoins, il ne faudrait pas baisser la garde. Le trajet est encore long. Nous devons, tous, redoubler

d'efforts et d'engagement pour faire rayonner notre idéal à travers tout le pays. Le peuple burundais doit le connaître davantage, connaître son projet de société et son programme, et pouvoir ainsi le distinguer des autres partis qui font parler d'eux dans notre pays.

Militants du parti SAHWANYA-FRODEBU, dans notre marche vers la démocratie, il y a des dangers et des pièges qu'il nous faudra éviter :

Premièrement

Il faudra nous méfier et éviter tous les artisans et propagateurs de la zizanie qui ne manquent pas d'essayer de nous diviser. Il faudra leur opposer une résistance farouche. Au sein de notre parti, nous partageons un même idéal. Nous devons donc marcher la main dans la main pour constituer un front solide qui nous protégera contre les menées de nos adversaires lors des compétitions qui s'annoncent.

Deuxièmement

Nous devons nous méfier et éviter tous ceux qui ont fait du mensonge et des ragots une règle de la vie. Aux rumeurs et mensonges qu'ils propagent, nous opposerons l'arme de la vérité et de l'objectivité.

Troisièmement

Nous devons nous méfier et éviter toute personne qui tenterait de nous entraîner dans des violences. Nous savons qu'il y en a qui ne veulent que de cela pour pouvoir arrêter le processus de démocratisation en cours et ainsi étouffer notre parti dans l'oeuf. Pour cela, faudra-t-il toujours nous laisser guider par les instructions et décisions prises uniquement par notre parti.

Quatrièmement

Nous devons aussi résister à tous ceux qui tendront à nous décourager, nous intimider ou noircir notre parti. Nous leur opposerons la ferveur militante pour mériter encore davantage l'estime et la confiance de notre peuple.

Militants du parti SAHWANYA-FRODEBU, prenez votre bâton de pèlerin, sillonnez le pays et portez le flambeau de la démocratie en recrutant beaucoup de militants et de sympathisants.

Militants de notre parti, sachez que toute action politique nécessite des moyens qui, à leur tour, exigent des disponibilités financières. Faites côtoier tous ceux qui souhaitent un **Burundi nouveau**, en commençant par les militants actifs. De cette façon, notre volonté militante pourra être appuyée par des moyens matériels et financiers qui aideront le parti à s'acquitter de ses tâches quotidiennes et à se mettre en compétition avec d'autres partis.

Excellences, Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Honorables invités, Militants du parti SAHWANYA-FRODEBU,

Nous partons confiants que le Burundi va pouvoir se mettre à l'abri des affres de la violence structurelle grâce à l'instauration de la démocratie. Nous demandons à tous les Burundi et à la Communauté internationale de nous soutenir dans cette tâche. Qu'ils sachent que le parti SAHWANYA-FRODEBU ne vient pas pour détruire ou nuire à qui que ce soit. Notre parti ne veut qu'un **Burundi nouveau** qui pourra advenir à travers une conception et une gestion démocratiques, justes et équitables des affaires nationales; cela au profit de tous les Burundi, de toutes les ethnies et de toutes les régions.

*Ni tugire amahoro,
Ni tugire amahoro n'agateka kuri twese.*

ANNEXE I.6

**Lettre du Président du FRODEBU
au Ministre de l'Intérieur et du développement
des collectivités locales**

Le tout puissant ministre chargé de l'agrément des partis, M. François Ngeze, a tout tenté pour empêcher le FRODEBU de voir le jour légalement. A court d'arguments il a convoqué son Président devant qui il a brandi la menace d'inconstitutionnalité et de viol de l'Unité nationale. Les "arguments" avancés par le ministre étant très peu convaincants, le Président du FRODEBU, qui croît toujours au dialogue, joue une fois encore cartes sur table, en clarifiant davantage la philosophie de son parti et le sens d'une Unité Nationale véritable.

République du Burundi
Front pour la Démocratie
au Burundi (FRODEBU)
B.P. 1317, Bujumbura
Tél. (de contact) : 23/1494
ou 22/2782

Bujumbura, le 24 juin 1992

Transmis copie à :

Son Excellence Le Major
Pierre BUYOYA,
Président de la République
du Burundi,
à Bujumbura

Son Excellence Monsieur
Adrien SIBOMANA,
Premier Ministre
à Bujumbura

Objet : Dossier agrément du FRODEBU

**Dest. : Monsieur le Ministre de
l'Intérieur et du Développement
des Collectivités Locales
à Bujumbura**

Monsieur le Ministre,

Au nom du FRONT pour la DEMOCRATIE au BURUNDI, je vous remercie de l'entretien que vous nous avez accordé à moi-même et à la délégation qui m'accompagnait en présence des journalistes de la Presse écrite et parlée ce lundi 22 juin 1992.

Monsieur le Ministre, vous nous avez fait part de vos remarques et conseils en vue de compléter et/ou rectifier certains éléments de notre dossier de demande d'agrément pour qu'il soit conforme à la Charte de l'Unité Nationale, à la constitution et à la loi sur les partis.

Par la présente je voudrais d'une part que vous nous confirmiez, comme promis, par écrit vos remarques et conseils pour qu'il n'y ait pas malentendu et, d'autre part, vous fournir les explications complémentaires attendant à tel ou tel élément mis en cause dans le dossier.

Dossiers individuels des membres fondateurs

Lors de notre réunion Constitutive-tenu le 3.5.1992, 147 personnes ont apposé leurs signatures aux documents d'usage. Cependant pour des raisons diverses indépendantes de leur volonté, 24 personnes n'ont pas pu déposer leur dossier individuel complet.

Comme la loi exige un minimum de 32 membres fondateurs, nous avons éliminé les 24 personnes de la liste des membres fondateurs en mettant un astérisque devant leurs noms avec note explicative et plus tard, par la lettre que nous vous avons adressée le 9 juin 1992, nous précisions que ces personnes ne devaient pas être considérées comme membres fondateurs.

Vous nous demandez, Monsieur le Ministre, un acte de désengagement de ces personnes. Nous croyions qu'en ne déposant pas leur dossier individuel, les intéressés avaient déclaré forfait, ce qui vaut un désengagement.

Certains membres fondateurs, avez-vous dit, sont considérés comme originaires de telle ou telle province alors qu'elles y résident seulement.

L'article 23 de la loi sur les partis précise: Le groupe des membres fondateurs d'un parti politique doit comprendre au minimum deux membres originaires de chaque province dont un au moins est résident permanent. Au sens de la présente loi, il faut entendre par province d'origine la province dans laquelle toute personne est domiciliée ou celle dans laquelle sont domiciliés ses parents. Le domicile s'entend du principal lieu d'établissement d'une personne".

Nous pensons donc Monsieur le Ministre que ces personnes sont considérées comme originaires parce que ayant leur domicile principal dans ces provinces.

Les autres irrégularités signalées au niveau des dossiers individuels seront redressées dès que vous nous aurez communiqué les noms des fondateurs non en ordre.

Statuts du FRODEBU

Vous reprochez, Monsieur le Ministre, au FRODEBU de revenir sur le passé malheureux de ce pays à travers les articles 20, 25, 28 de nos statuts, ce qui est à vos yeux contraire à l'esprit de réconciliation et donc contraire aux idéaux de la Charte de l'Unité Nationale :

Que disent ces articles ?

Article 20: "Le FRODEBU est convaincu qu'il faut une véritable révolution mentale du citoyen burundais victime au cours des années d'un obscurantisme délibéré, savamment entretenu par les forces anti-démocratiques. Pour satisfaire cet impératif le FRODEBU s'emploiera à la réalisation d'une véritable révolution culturelle notamment à travers une politique soutenue d'instruction et de formation permanentes du citoyen ainsi qu'à travers un regard plus objectif sur le passé de notre pays".

Article 25 : "Dans son fonctionnement interne, le FRODEBU se base sur les principes suivants :

- la recherche de l'objectivité dans l'appréhension de toutes les questions nationales notamment la réalité historique et actuelle de notre pays
- la libre expression verbale ou écrite des militants dans tous les débats;
- le respect de l'expression majoritaire pour les décisions nécessitant l'intervention du vote;
- la libre désignation à tous les échelons des dirigeants par la voie électorale;
- un contact régulier entre les dirigeants du parti et la base militante;
- la mise en application des décisions démocratiquement arrêtées par les organes et instances du Parti.

Nous croyons deviner que c'est le bout de phrase de l'article 20 "regard plus objectif sur le passé de notre pays" et le 1er alinéa de l'article 25 qui ont gêné le Ministère de l'intérieur.

Nous croyions qu'avoir un regard objectif sur les faits et même sur le passé contribuait à créer une attitude décomplexée, dépouillée des peurs irrationnelles génératrices des extrémismes insensés et parfois inattendus comme nous l'avons souvent remarqué dans le passé. Les Burundi auraient-ils si honte de leur histoire qu'ils en arrivent à vouloir la cacher, la refouler en se servant de la Charte de l'Unité Nationale qui, du reste en recommandant le pardon, ne demande pas aux Burundi d'être amnésiques pour qu'ils n'assument pas comme des-adultes leur histoire!

Il s'agit donc, Monsieur le Ministre, d'une interprétation d'une de nos idées que nous avons défendues de bonne foi avec l'intention de construire une nation digne et décomplexée.

L'article 28 de nos statuts stipule que : "les conditions que doit remplir un candidat pour adhérer au FRODEBU sont les suivantes :

- 1) jouir de ses droits politiques;
- 2) être de nationalité burundaise;
- 3) être âgé de 18 ans révolus;
- 4) être acquis aux principes d'une démocratie pluraliste;
- 5) être un défenseur des droits de l'homme;
- 6) ne pas avoir trempé dans les massacres, pogroms ou génocides (physiques et culturels) dont a souffert le peuple burundais;
- 7) se désolidariser chaque fois d'avec les individus, les groupes ou associations ayant pratiqué, pratiquant ou cherchant à pratiquer des exclusions, des massacres, des pogroms ou génocides (physiques et culturelles) à l'endroit de citoyens burundais dont il ne partage pas l'ethnie, la région, le clan;
- 8) adhérer au programme et aux présents statuts du FRODEBU;

9) en faire une demande explicite écrite ou verbale

Ce sont les points 6 et 7 que vous qualifiez, Monsieur le Ministre, d'intolérants contraires à l'esprit de la Charte qui recommande de lutter contre les exclusions.

Nous pensons, Monsieur le Ministre, que la Charte de l'Unité Nationale n'oblige nulle part les partis politiques à admettre dans leurs rangs les individus dont les comportements passés et/ou actuels sont contraires aux idéaux d'unité, de tolérance, contenus dans la Charte de l'Unité Nationale.

Peut-on raisonnablement obliger un parti politique à admettre dans ses rangs des personnes qui prêchent la haine ethnique ou qui pratiquent l'exclusion ou qui ne veulent pas se désolidariser d'avec les comportements tribalistes et exclusionnistes que nous combattons tant ! A notre avis ça serait trahir la Charte de l'Unité Nationale.

Il s'agit probablement d'un malentendu. C'est pourquoi nous aimerions avoir d'amples explications sur ce point pour que nos délibérations se fassent en connaissance de cause sans risque, d'être hors sujet.

Programme du FRODEBU

Le point 16 de notre programme a été qualifié de superflu. Que dit-il ?

"La démocratie que préconise le FRODEBU ne peut se concevoir comme la dictature d'une ethnie - si majoritaire soit-elle - sur les autres composantes ethniques du pays. Elle ne pourrait être non plus d'obédience revancharde. Elle doit être intégratrice, respectueuse des droits fondamentaux de la Personne humaine".

Vous dites, Monsieur le Ministre, que cette revendication était légitime avant l'adoption de la Charte de l'Unité. Ce principe que nous affirmons avec foi pour nous démarquer des partis tribalistes et qui rencontre l'esprit de la charte de l'unité nationale devient-il superflu et un obstacle à notre agrément parce que redondant par rapport à la Charte de l'Unité ?

Nous osons espérer, Monsieur le Ministre, que vous ne portez pas une appréciation qualitative sur nos textes, laquelle est du ressort des électeurs et osons croire que vous jugerez uniquement la conformité de nos textes aux lois en vigueur.

Il est reproché au point 20 du notre programme de revenir sur le passé et de remettre en cause les acquis actuels.

Que développons-nous dans ce point ?

"La restauration de l'assurance et de la confiance dans le peuple burundais sera essentiellement le fruit de la domestication du pouvoir politique par ce dernier. Pour ce faire, le FRODEBU travaillera de manière à ce que l'homme burundais soit un élément dynamique et influent dans le façonnement du paysage politique, économique et social de notre pays notamment en instituant le vote au suffrage universel dans un cadre pluraliste à tous les échelons de l'administration du territoire".

La confiance proviendra en outre de la relecture de l'histoire de notre pays suivant les seuls principes de la vérité et de l'objectivité. Cette relecture nous permettra d'assumer toute notre histoire sans honte ni hypocrisie.

Une politique conséquente sera dès lors développée pour :

- réhabiliter les victimes innocentes, toutes les ethnies confondues, des tragédies que notre pays a connues;
- indemniser autant que faire se peut les victimes encore vivantes qui ont souffert des privations consécutives aux tragédies ci-haut évoquées;
- trouver une solution définitive, digne et juste à la question des réfugiés en associant activement ces derniers à la recherche de cette solution;
- attentif à tout ce qui touche aux droits de l'homme, le FRODEBU mettra en exergue le droit à la vie et militera en conséquence en faveur de l'abolition de la peine de mort. Nul n'a le droit de supprimer ou de faire supprimer une vie pour quelque raison que ce soit;
- pour aider le peuple burundais à tourner le dos à la violence meurtrière qui a caractérisé la vie sociopolitique des 30 ans d'indépendance, le FRODEBU envisage de mettre sur pied toute une symbolique significative notamment des monuments sur lesquels sera inscrit le "plus jamais ça" pour marquer la rupture avec un passé d'angoisse et de tragédies.

Nous avons cru comprendre que vous avez été gêné par notre souhait de réhabiliter les victimes innocentes, d'indemniser autant que faire se peut les victimes encore vivantes des tragédies que notre pays a connues, de mettre sur pied une symbolique, notamment des monuments sur lesquels serait inscrit le "plus jamais ça".

Parmi les options prises par le Président Buyoya au nom du Parti UPRONA, à l'issue du Congrès Extraordinaire Elargi du Parti UPRONA qui venait d'adopter la Charte de l'Unité Nationale en décembre 1990, figure en bonne place l'indemnisation des victimes de nos tragédies. Nous croyons savoir aussi que le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales est entrain de songer aux modalités d'indemnisation de ces victimes.

Vous nous avez appris, Monsieur le Ministre, que ce point ne pouvait pas être inscrit dans un programme mais pouvait faire l'objet de mesures ponctuelles. Nous pensions que nous étions libres d'arranger nos idées souverainement !

Quant aux monuments, vous nous avez dit, Monsieur le Ministre, que la charte de l'unité prévoit ce genre de symbolique et que par conséquent nous donnions l'air de lancer une autre Charte de l'Unité au lieu de renforcer ce qui existe actuellement.

Nous croyons, Monsieur le Ministre, que la Charte de l'Unité ne limite pas la symbolique à ce qui se fait actuellement! Il s'agit donc probablement d'un malentendu.

Le point 22 de notre programme est qualifié d'anti-constitutionnel parce que nous proposons le renforcement de l'indépendance de la magistrature en instaurant un nouveau système de désignation des magistrats et des juges des cours et tribunaux. La nomination des magistrats des hautes cours ne pourra plus être laissée à la seule merci du chef de l'Etat. Il pourra exercer cette fonction en association avec le Parlement et le Conseil Supérieur de la Magistrature. Quant aux juges des tribunaux de base, ils peuvent être désignés par voie

électorale, de manière qu'ils se sentent directement tributaires du peuple pour lequel ils doivent rendre justice".

Vous nous avez fait remarquer, Monsieur le Ministre, que la Constitution prévoit une autre procédure de désignation et que donc notre souhait était anti-constitutionnel.

Nous pensons qu'un programme politique va toujours au-delà de ce qui est, surtout si ses initiateurs ont l'ambition de construire une société nouvelle. Nous serions anti-constitutionnels si nous procédions à la désignation des magistrats selon les procédures que nous proposons avant que nous ayons pu faire modifier légalement la constitution actuelle.

Nous aimerions donc avoir d'amples explications sur l'anti-constitutionnalité de notre proposition.

Monsieur le Ministre, le FRODEBU a toujours fait preuve de bonne volonté guidé par le seul souci de faire aboutir la démocratisation au Burundi dans la paix et dans l'intérêt de tous les Burundi.

Nous sommes donc disposés à analyser vos remarques pour rectifier les manquements éventuels objectivement justifiés afin d'accélérer l'agrément de notre Parti.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Melchior NDADAYE,
Président et Représentant légal du FRODEBU

Copie pour information à :

- Monsieur le Représentant de la Presse invitée à la séance d'entretien (Tous)

ANNEXE I.7

Vers la résolution du problème de l'unité nationale au Burundi : Analyse de la question et propositions concrètes¹.

Une des caractéristiques d'une dictature est de gommer la réalité en affirmant qu'il n'y a aucun problème dans la société. Le meilleur moyen de guérir de cette myopie socio-politique est de lutter contre cette supercherie d'incantations démagogiques pour endormir le peuple. C'est l'exercice auquel se livre le Président du FRODEBU en reposant la question de l'Unité Nationale et en proposant des solutions appropriées.

Introduction

Il faut d'abord féliciter le président de la République, le Major Pierre Buyoya pour avoir accepté, puis mis sur pied la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale. Ceci constitue incontestablement un pas en avant par rapport à l'attitude hypocrite des régimes passés qui se sont succédés au pouvoir depuis la monarchie jusqu'à la deuxième république. C'est aussi une victoire pour les forces du progrès et de la démocratie qui ont toujours milité pour faire triompher la vérité, la démocratie et la justice sociale.

Nous sommes à l'aube d'un changement salutaire. Tout le monde doit le savoir et en être convaincu pour que toutes les énergies soient mobilisées pour ne pas rater ce grand rendez-vous de la *Révolution démocratique*.

Pour bien mener cette analyse, débarrassons-nous d'abord des préjugés, essayons de dépasser les idées reçues et cernons le plus objectivement possible le contenu et les contours de la question de l'unité nationale depuis la monarchie jusqu'à nos jours.

1

Texte inédit datant du 21.10.1991

I Historique de la question de l'unité nationale

Il s'avère indispensable de prendre les choses depuis le commencement si l'on veut comprendre la dynamique des conflits latents ou ouverts qui ont caractérisé la société burundaise depuis la monarchie jusqu'aujourd'hui.

Le discours politique dominant a, depuis l'indépendance, mis en exergue "l'unité séculaire de nos ancêtres". Cette dernière a été prise comme référence, comme modèle. Il en est résulté une idéalisation de la société monarchique et implicitement des rapports sociaux qui la caractérisaient. On a longtemps parlé de la symbiose ethnique de jadis, mais on n'a jamais voulu analyser sur quels fondements politiques, sous quels rapports sociaux cette apparente symbiose ethnique était tissée.

En réalité, les groupes sociaux qui composaient la société burundaise de l'époque monarchique ne vivaient pas, loin s'en faut, dans des rapports d'égalité.

Les pratiques de *l'ubugabire*, *l'ubugererwa*, et *l'ukunyaga* plaçaient une partie de la population dans une position de dominateur et l'autre dans une position de dominé.

Une cassure nette existait entre ceux qui possédaient la véritable richesse de l'époque, c'est-à-dire la terre et la vache, et ceux qui étaient obligés de travailler chez les Baganwa, les Batware et autres propriétaires pour accéder à l'usufruit de la terre et de la vache ou à la propriété définitive. Les prestations qui étaient rendues dans ce cadre (entretien des champs, gardiennage du bétail, nettoyage de l'enclos, préparation de la cuisine...) étaient perçues comme des corvées qui réduisaient l'individu au rôle de serviteur servile.

Le critère ethnique et même clanique dans la répartition des rôles dans la société a compliqué davantage l'enchevêtrement des antagonismes sociaux ethniques et claniques. En effet la société monarchique recrutait essentiellement au sein de l'ethnie tutsi les chefs politiques et leur attribuait des avantages matériels propres à les hisser à un niveau socio-économique supérieur. Les Hutu, même propriétaires des vaches et de la terre, sentaient qu'il leur manquait quelque chose pour se hisser à un niveau social supérieur. C'est de là qu'est né le phénomène de *kwihutura* dans lequel, par le jeu de mariages inter-ethniques et en offrant beaucoup de boissons, certains Hutu obtenaient la permission de sortir, socialement parlant, de leur groupe ethnique et de leur rang social et étaient hissés socialement et ethniquement dans la catégorie politiquement dominante.

Ainsi donc, la société monarchique a construit la prétendue unité séculaire sur une profonde inégalité sociale et dans une ambiance psycho-sociologique de complexe racial.

Pourquoi donc rappeler ce passé gênant alors que nous voulons construire l'avenir ? La raison est claire : *il faut que cesse cette idéalisation béate de "l'unité séculaire" de nos ancêtres et par de là de la société monarchique.*

Nous sommes des républicains et des démocrates et la référence admiratrice à la société monarchique relève du conservatisme d'autant plus que les rapports sociaux et interethniques se sont de plus en plus noués sur d'autres bases depuis l'introduction, par les colonisateurs allemands et belges, de l'économie d'échange basée sur la monnaie et l'enseignement des valeurs nouvelles à travers l'école.

Quelle est la responsabilité du colonisateur dans nos problèmes ?

Le colonisateur a, par calcul politique, préféré garder intacte la structure socio-politique monarchique malgré ses contradictions. Contrairement à ce qui est souvent affirmé, *ce ne sont pas les colonisateurs qui ont créé de toute pièce les conflits ethniques dans ce pays*, ils ont profité pour des raisons d'opportunisme politique de l'éveil des consciences dans la population et ont pu soutenir tel ou tel groupe. Les colonisateurs seront même taxés de divisionnistes par certains et perçus par d'autres comme n'ayant pas suffisamment préparé une administration démocratique et une société moins inégalitaire de l'après indépendance.

Le foisonnement des partis politiques à partir des années 1960 a révélé une dynamique démocratique sans précédent dans la société burundaise. Les programmes de ces partis politiques reflétaient les préoccupations fondamentales des Burundi à cette époque, à savoir: la démocratie, l'instruction, l'unité dans l'équité, le progrès de tous et la souveraineté nationale.

Le parti du prince Rwagasore remporta *les élections tant à cause de l'auréole royale du leader que grâce à ses qualités humaines et politiques incontestables*.

En effet, il a parié sur l'unité, il s'est entouré de leaders politiques issus du petit peuple, il a brisé les mythes de supériorité raciale basée sur l'ethnie et a pu réconcilier un moment le peuple avec lui-même.

Après son assassinat, par des leaders politiques rivaux, le 13.10.1961, le parti UPRONA parvint à mener le pays à l'indépendance le 01.07.1962 dans un calme relatif. Mais en réalité, le parti UPRONA est mort, le 13.10.1961. Les leaders politiques qui ont succédé à Rwagasore à la tête du parti n'ont pas pu lui imprimer une idéologie claire, leur projet de société était flou. Des courants politiques antagonistes vont traverser le parti et opposeront les tendances *Casablanca* dit progressiste et *Monronvia* dit modérée. En réalité, ces étiquettes cachaient une réalité beaucoup plus simple: ceux qui voulaient gérer le statu quo socio-politique monarchique se qualifiaient de nationaliste et ceux qui aspiraient à des changements sociaux et politiques étaient qualifiés paradoxalement de modérés par le fait qu'ils étaient pro-occidentaux.

Les calculs politiques vont user à fonds de l'arme ethnique et lors des élections législatives de 1965, les Hutu en sortent largement gagnants. Il faut le souligner ici, ce n'est pas le parti UPRONA qui a gagné ces élections, bien que la plupart des élus en portaient l'étiquette, c'est l'appartenance au groupe socio-ethnique qui a fait gagner aux uns et qui a fait perdre aux autres les élections.

Par ironie de l'histoire, cette victoire des leaders politiques Hutu va déclencher le début de leur fin. En effet, le conflit ethnique éclate au grand jour lorsque le roi, sur pression des candidats malheureux, refuse de concrétiser la victoire des gagnants en rejetant la candidature au premier ministre d'un élu du parlement. Il nomme à ce poste un proche parent croyant par ce geste repousser dos à dos les pressions des politiciens Hutu et Tutsi. Ce geste faillit lui coûter cher car il échappe de justesse à un coup d'Etat organisé par des politiciens hutu frustrés de leur victoire. La répression frappera les politiciens hutu et peu vont y échapper. On n'a pas suffisamment analysé ce qu'a pu créer dans les consciences collectives hutu et

tutsi; de peurs, de complexes, et instincts divers, les soulèvements des paysans hutu et les massacres de Tutsi dans les régions de Bukeye, puis l'exécution des leaders politiques Hutu qui venaient à peine d'être triomphalement portés au parlement par l'immense majorité de la population. Ce qui est sûr, les événements de 1965 ont marqué le tournant dans la lutte pour le pouvoir entre les leaders hutu et les leaders tutsi. Le sang a été versé, l'adversaire politique a depuis été perçu à tort ou à raison comme un assassin en acte ou en puissance. Cette conception va tout fausser. *Les appels à la démocratie, à la justice sociale, à l'équité, à l'unité vont de plus en plus apparaître comme des incantations uniquement démagogiques.*

En 1966, la 1ère république s'installe. Les jeux sont déjà faits. Elle ne fera que s'empêtrer dans les contradictions ethniques et même régionalistes. Bien plus, une politique d'exclusion basée sur l'ethnie et dans une moindre mesure sur la région commence à s'élaborer. Très rapidement, la première république place aux commandes de l'administration, de l'armée et de la sécurité, des individus sûrs, autrement dits proches parents ou au moins de la même ethnie que le président. Les libertés démocratiques ont été supprimées. Le parti UPRONA version 1ère République est érigé en parti unique. Des individus sans idéal sont placés aux commandes du parti. Pour éviter les dénonciations de la dictature, du tribalisme et du népotisme on cultive le langage de la démagogie et de la flatterie politique. Les problèmes réels de la société sont refoulés, on en fait des tabous. Aussi, rien d'étonnant qu'en 1969, le pouvoir invente une tentative de coup d'Etat d'inspiration Hutu pour rappeler à tout le monde que la question de l'unité nationale est encore entière. Les supposés putschistes sont exécutés. Encore une fois le sang coule et creuse davantage le fossé entre les deux communautés. A peine deux ans près, en 1971, le pouvoir invente une autre tentative de coup d'Etat d'inspiration régionaliste Tutsi cette fois-ci. Elle vient rappeler que les divisions ne sont pas seulement ethniques, mais également régionalistes.

Pour des raisons de calcul politique évident, les putschistes sont graciés et la conséquence principale de cet acte est d'avoir convaincu les Hutu qu'ils n'étaient pas traités par le pouvoir de la même manière que les Tutsi. De frustration en frustration, les Hutu en arrivent à organiser le soulèvement d'avril 1972. Du sang tutsi coule d'abord puis la répression s'abat impitoyablement, aveugle, sur les Hutu. Des innocents meurent par dizaines de milliers. L'irréparable a été commis. La cassure entre les deux ethnies est consommée, la haine et la désolation sont là, le feu couve. La première république agonise dans un chaos socio-politique et économique.

Vient la deuxième République le 1er novembre 1976. Elle se veut salutaire. Le peuple lui manifeste un réel soutien mais les leaders du mouvement du 1er Novembre ne saisissent pas la portée historique de leur propre mouvement. Par peur de réveiller des rancœurs, ils refusent d'étudier la question de l'unité nationale. Cette erreur sera fatale. Les gens y décèlent la complicité avec les politiciens du régime précédent. De plus, les divers événements sanglants ont fait des victimes innocentes. La population souhaitait que lumière soit faite, que les coupables soient punis indistinctement de leur ethnie. Mais, des pilleurs, des meurtriers n'ont pas été inquiétés. Les victimes innocentes des massacres de 1972 n'ont été ni consolées, ni indemnisées, d'où le refus ou la peur des réfugiés de rentrer. De plus, la deuxième République trouve plus intelligent de procéder au refoulement collectif de tout ce qui de près ou de loin rappelle les conflits ethniques alors qu'en même temps une véritable politique d'exclusion ethnique et régionale est mise en oeuvre.

L'armée et la sécurité, déjà tribalisées sous la première république le sont à 100 % sous la deuxième république. Il apparaît dès lors un phénomène nouveau et dangereux; l'armée est devenue depuis longtemps une milice ethnique et non une armée nationale, la sûreté apparaît comme une organisation secrète tutsi destinée à surveiller, à sévir contre les Hutu. Le résultat de cette situation est la peur, la haine. La société est coupée en deux. Certains, grâce à leur origine ethnique, peuvent prétendre à toutes les fonctions. D'autres doivent travailler en silence et se contenter de ce qu'on veut bien leur donner.

Il faut oser le dire, il faut oser regarder la réalité en face; la deuxième république a consciemment écarté des fonctions dirigeantes dans presque toutes les sphères de la société les représentants de l'ethnie hutu. Est-il nécessaire de faire les statistiques ? Nous pensons que la situation est suffisamment évidente. Ce n'est pas tout. Pour être sûr de perpétuer le système, la deuxième république a introduit la politique d'exclusion dans l'enseignement secondaire et supérieur. Point n'est besoin de rappeler à ce sujet les scandaleuses listes portant des indices ethniques des élèves devant passer le concours national ! Le ministère de l'éducation nationale est devenu la grande boîte à scandales.

La deuxième République s'est écroulée comme la première, minée par des contradictions qu'elle n'a pas su ou voulu résoudre.

Nous voici maintenant dans la troisième République. Les contradictions sont là, les problèmes sont entiers. Les récents événements de Ntega et Marangara viennent de nous rappeler que nous n'avons aucune minute à perdre. Mais d'orès et déjà faisons une mise au point :

On parle actuellement des extrémistes hutu et tutsi mais on ne sait pas exactement qui est visé sous ce vocable.

Les extrémistes hutu sont ceux qui préconisent des solutions d'exclusions des Tutsi. Ce sont ceux qui préconisent la violence raciale comme étant la voie obligée pour résoudre nos problèmes politiques. Cette vision des choses est hutiste, elle est sans issue.

Les extrémistes tutsi sont ceux qui refusent de voir la réalité en face, ceux qui font la politique de l'autruche et préfèrent garder le statu quo socio-politique, et le défendent par la violence des armes.

Le véritable problème du moment est donc celui de la *démocratie* et de la *justice sociale*. La véritable solution consiste dans un changement en profondeur.

L'Histoire ne pardonnera pas à ceux qui par égoïsme ou par lâcheté auront contribué à prolonger les douleurs de ce peuple. C'est à une véritable *révolution démocratique* que tous les hommes et femmes de bonne volonté sont appelés à participer activement.

II. Propositions concrètes

Réconcilier les esprits

Trop de sang a été déjà versé dans ce pays, trop d'orphelins, de veuves et d'infirmes interpellent notre conscience. Il est urgent de ne pas aggraver une situation suffisamment

précaire. En effet, beaucoup réclament qu'on juge des coupables ou présumé tels. Les Tutsi voudraient juger ceux qu'ils soupçonnent d'avoir commandité les événements de Ntega et Marangara, les Hutu aimeraient quant à eux que soient jugés les auteurs des assassinats politiques depuis les années 1960 et ceux qui ont participé aux répressions aveugles et aux pillages des années 1972 et 1988.

En vérité, c'est des dizaines de milliers de gens qu'il faudrait juger et probablement exécuter. Qui peut prétendre actuellement être en mesure d'organiser objectivement de tels procès ? Ce qui est sage aujourd'hui de faire est de :

réhabiliter les dizaines de milliers de personnes mortes innocemment depuis 1962 et leur construire un monument;

- libérer tous les prisonniers politiques, les réhabiliter dans leurs droits et fonction;
- écarter des fonctions administratives et politiques les personnes qui ont trempé dans le sang de près ou de loin.

Mettre à l'honneur la démocratie

Ici, il ne s'agit pas de chanter la démocratie et ses vertus, il faut la mettre en pratique. Concrètement, les administrateurs communaux, les responsables du parti à tous les niveaux doivent être élus au suffrage universel direct sur présentation libre de candidatures multiples. Un responsable politique doit être natif de l'entité administrative qu'il est appelé à diriger.

Les directeurs des écoles primaires, secondaires et supérieures doivent être élus sur candidatures multiples par les corps enseignants. Il faut donc dans les meilleurs délais organiser l'élection des instances dirigeantes du pays à tous les niveaux.

Mettre sur pied un Conseil national pour la Révolution démocratique

Pour faire aboutir les changements démocratiques et sociaux qui s'imposent, il faut doter la direction du pays d'un organe qui inspire de la confiance à tous les citoyens. Les membres de cet organe devraient être élus au suffrage universel direct et à bulletin secret sur présentation de candidatures multiples en prenant toutes les dispositions nécessaires pour qu'aucune ethnie ou région ne soit lésée.

Formation d'un Gouvernement représentatif

Il est indispensable dans l'immédiat que soit nommé un Premier Ministre de préférence issu d'une ethnie différente de celle du Président. Le Premier Ministre serait responsable de la formation d'un Gouvernement représentatif de toutes les couches socioethniques et régionales du pays.

Restructuration de certains ministères

Quels qu'en soient les titulaires, les ministères de la défense, de l'intérieur, de l'éducation nationale et des relations extérieures doivent être détribalisés. Pour ce qui est du ministère de

la défense, il faut prévoir un commissariat politique à l'armée. Concrètement, chaque commandant d'unité devrait travailler côte à côte avec un commissaire politique nommé ne recevant ses ordres que du Conseil national pour la révolution démocratique à travers le commissariat politique à l'armée. Le commissaire politique à l'armée devra notamment surveiller les mouvements de troupes et superviser les recrutements. La sûreté nationale doit être complètement réformée et réorientée. D'organisation secrète d'une ethnie contre une autre elle doit avoir mission de veiller à la pérenité des acquis démocratiques. Elle doit être orientée contre les extrémistes c'est-à-dire, ceux qui refusent le changement et ceux qui préconisent une solution raciale violente.

Le ministère de l'intérieur devra employer des administratifs élus démocratiquement. Quant au ministère de l'éducation nationale, en plus de l'élection des directeurs à tous les niveaux d'enseignement il faut prévoir des commissions multiethniques chargées de surveiller l'avancement des élèves d'un cycle à l'autre, l'orientation, les redoublements et l'octroi des bourses d'études.

Enfin le ministère des relations extérieures doit changer de philosophie et mettre en place des hommes qui représentent réellement tous les Barundi et non des éternels défenseurs des soucis d'un groupe ethnique.

Préparation d'une Constitution et d'une Charte nationale

Le conseil national pour la révolution démocratique, sitôt constitué, devrait s'atteler à l'élaboration d'une Charte nationale et d'une Constitution dont le cachet fondamental serait :

- le respect du droit à la vie
- le respect des libertés démocratiques
- le pluralisme politique
- la séparation des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif
- la création des institutions politiques élues démocratiquement et ayant des pouvoirs réels

Melchior NDADAYE